



Séance ordinaire du mardi 26 juillet 2022

L'an deux-mille-vingt-deux et le vingt-six juillet, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Extrait du registre des délibérations de Montpellier Méditerranée Métropole

Aménagement durable

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Tasnime AKBARALY, William ARS, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Geniès BALAZUN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Mathilde BORNE, Christophe BOURDIN, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Michelle CASSAR, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Zohra DIRHOUSI, Alenka DOULAIN, Abdi EL KANDOUSSI, Mylène FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Régine ILLAIRE, Laurent JAOUL, Guy LAURET, Nathalie LEVY, Eliane LLORET, Coralie MANTION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jacques MARTINIER, Jean-Luc MEISSONNIER, Bernard MODOT, Séverine MONIN, Arnaud MOYNIER, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Clothilde OLLIER, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, René REVOL, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Philippe SAUREL, Mikel SEBLIN, Radia TIKOUK, Joëlle URBANI, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI. Gilles CUSIN, suppléant de Isabelle TOUZARD.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Fanny DOMBRE-COSTE, Hind EMAD, Maryse FAYE, Stéphanie JANNIN, Frédéric LAFFORGUE, Max LEVITA, Sophiane MANSOURIA, Nicole MARIN-KHOURY, Marie MASSART, Cyril MEUNIER, Julien MIRO, Yvon PELLET, Eric PENSO, Manu REYNAUD, Anne RIMBERT, François RIO, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Célia SERRANO, Patricia WEBER.

Absent(es) / Excusé(es) :

Stéphane CHAMPAY, Bernadette CONTE-ARRANZ, Brigitte DEVOISSELLE, Jean-Noël FOURCADE, Patricia MIRALLES, Bernard TRAVIER, Joël VERA

Aménagement durable - Tramway - Extension de la Ligne 1 - Déclaration de Projet - Approbation

Madame Julie FRÊCHE, Vice-Présidente, rapporte :

Par délibération n°11195 du 30 octobre 2012, le Conseil de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, devenu Conseil de Montpellier Méditerranée Métropole, a approuvé le programme d'opération et l'enveloppe financière prévisionnelle de l'extension de la 1^{ère} ligne de tramway vers la gare Montpellier Sud de France. Le Conseil s'est également prononcé favorablement sur l'engagement d'un processus de concertation conformément aux articles L.300-10 à L.300-4 du Code de l'urbanisme.

Une première phase de concertation s'est déroulée courant 2013, et a conduit à un bilan intermédiaire, approuvé par la délibération n°11738 du 25 juillet 2013.

Par délibération n°M2019-14 du 31 janvier 2019, le Conseil de Métropole a approuvé le bilan de la concertation préalable du projet d'extension de la 1^{ère} ligne de tramway à la gare nouvelle Montpellier Sud de France.

Par délibération n°M2019-83 du 21 février 2019, le Conseil de Métropole a approuvé le dossier d'enquête préalable à la Déclaration d'Utilité Publique de l'Extension de la Ligne 1, ainsi que les dossiers d'enquête liés à la mise en compatibilité du Plan Local d'Urbanisme (PLU) de Montpellier, et à solliciter Monsieur le Préfet de l'ouverture des enquêtes publiques nécessaires.

Par délibération n°V2021-404 du 19 décembre 2019, la Ville de Montpellier a donné un avis favorable, au titre de la Charte de gouvernance du Plan Local d'Urbanisme, quant aux dispositions proposées pour assurer la mise en compatibilité du plan au regard du projet d'extension de la ligne 1 de tramway sur le territoire de Montpellier.

L'enquête publique préalable à la déclaration d'utilité publique de l'extension de la ligne 1 vers la gare Montpellier Sud de France et la mise en compatibilité des documents d'urbanisme s'est tenue du 21 mars 2022 au 22 avril 2022.

La commission d'enquête a remis à Monsieur le Préfet de l'Hérault, son rapport et ses conclusions le 2 juin 2022.

En conclusion de son rapport relatif à l'enquête préalable à la déclaration d'utilité publique, le commissaire enquêteur donne un avis favorable avec une unique réserve : que Montpellier Méditerranée Métropole puisse acquérir la portion de terrain nécessaire sur l'emprise d'environ cinquante places de parking du centre commercial Odysseum.

Dans son avis concernant la mise en compatibilité des documents d'urbanisme, le commissaire enquêteur donne un avis favorable sans réserve à la mise en compatibilité du PLU de Montpellier avec le projet d'extension de la ligne 1.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- De prendre acte des conclusions du commissaire enquêteur ;
- De s'engager à acquérir la portion de terrain du parking de la Mer, et ainsi lever la réserve émise par le commissaire enquêteur ;
- De déclarer l'intérêt général de ce projet d'extension de la ligne 1 de tramway vers la gare de Montpellier Sud de France, au vu des motifs et des considérations ci-dessus exposés en application de l'article L.126-1 du Code de l'environnement, en considérant que les atteintes à la propriété et au site, le coût financier et les autres inconvénients et nuisances qu'il comporte ne sont pas excessifs au regard de l'intérêt qu'il présente conformément notamment aux objectifs du PDU et aux orientations du SCoT, et au vu de l'étude d'impact et de l'avis de l'autorité environnementale, conformément à l'article L.11-1-1 du Code de l'expropriation, cette déclaration valant Déclaration de Projet ;
- De s'engager sur la mise en œuvre des mesures et des modalités de suivi ;
- De poursuivre les études d'avant-projet, projet et exécution nécessaires à la réalisation de l'opération ;
- De solliciter de Monsieur le Préfet de l'Hérault, pour prononcer l'arrêté d'utilité publique, emportant mise en compatibilité des documents d'urbanisme de la Ville de Montpellier ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité des voix exprimées.

Pour : 84 voix

Contre : 1 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 02/08/22

Pour extrait conforme,
Pour Monsieur Le Président absent

Madame La Vice-Présidente

Signé.

Coralie MANTION

Publiée le : 2 août 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20220726-195763-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 02/08/22

Liste des annexes transmises en préfecture:

- Annexe_Déclaration_Projet.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.